

Macron Président : une nouvelle ère dans les relations entre l'Afrique et la France ?

RAPPORT DE DISCUSSION DE PANEL

Le 19 mai 2017, Emmanuel Macron, nouveau président de la République française, rendait visite aux troupes françaises de l'Opération Barkhane stationnées à Gao dans le nord du Mali. Cette visite au Mali était la première sortie du président français hors de l'Europe après son investiture le 14 mai 2017. Le 20 mai 2017, la Fondation Konrad Adenauer a offert l'occasion d'un débat, intitulé « Macron Président: une nouvelle ère dans les relations entre l'Afrique et la France ? », en rassemblant acteurs politiques et société civile du Mali dans un panel de discussion. Les débats ont convergé vers un optimisme quant à la capacité du nouveau président français à apporter des innovations dans les relations entre la France et l'Afrique, et entre la France et le Mali.

L'élection d'Emmanuel Macron comme Président de la République française le 07 mai 2017 a retenu l'attention du monde entier. En Afrique francophone où les Etats entretiennent avec la France des rapports historiques, cet événement est commenté différemment, selon qu'on est francophile ou non, proche du pouvoir ou de l'opposition. D'aucuns pensent que la venue au pouvoir en France de ce jeune président ne changera rien dans les relations

entre la France et l'Afrique ; que les choses resteront telles qu'elles étaient depuis la fin de la décolonisation. Il y a aussi les optimismes. Pour eux, ce président, qui n'est ni de Gauche ni de Droite, et qui n'a pas de relations connues avec la classe politique africaine va impulser des changements dans les rapports entre la France et le continent africain. Dans l'un ou l'autre cas, Emmanuel Macron a consacré sa première visite hors de l'Europe à l'Afrique, notamment au Mali.

En effet, le vendredi 19 mai 2017, seulement cinq (5) jours après son investiture, le nouveau Président français a effectué une visite aux troupes françaises basée à Gao, au Mali. Il a été accueilli dans cette ville par son homologue malien Ibrahim Boubacar Kéita où Macron a passé plus de six (6) heures avant de reprendre l'avion pour la France. Ce geste marque l'importance que la France accorde à l'Afrique, en l'occurrence au Mali. Certains ont perçu dans cette visite de Macron à Gao le souci de respecter une promesse de campagne et non la volonté d'effectuer une visite d'Etat au Mali. Pourquoi n'est-il pas descendu ou venu à Bamako s'il voulait venir au Mali ? Toutefois, Macron pouvait aussi aller dans un autre pays où les forces françaises sont basées. Autant de controverses et de critiques qui nécessitaient qu'on ouvrât un débat

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI
CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

sur l'arrivée au pouvoir en France de Macron. Un nouveau président, le plus jeune de la Vème République, et le seul qui, depuis le Général de Gaulle, échappent aux deux obédiences de la vie politique française. Quelles seront les liens qu'il développera avec l'Afrique et le Mali ? Poursuivra-t-il la politique entreprise par François Hollande ? Qu'en sera-t-il de la lutte contre le terrorisme dans le sahel ? Autant de questions qui méritent qu'on leur apporte des réponses dans un débat politique et intellectuel de fond.

I. Synthèse des débats

La discussion a obéi à une méthodologie. Un modérateur de séance a posé des questions aux panélistes à propos des conséquences de l'élection d'Emmanuel Macron sur la politique africaine de la France d'une part et sur les relations entre le Mali et la France d'autre part.

Les points de vue des acteurs politiques ont été compétés, ou parfois nuancés par des opinions neutres, exprimées par deux personnalités : une issue du monde universitaire, et une autre des médias. Aussi, les participants ont eu l'occasion d'apporter leurs contributions pour enrichir les débats.

Le panel de discussion était composé des personnalités ci-après :

- M. Modibo CAMARA, Secrétaire chargé des NTIC à l'**URD** ;
- Cheik Oumar DIALLO, Secrétaire politique de l'**ADP MALIBA** ;
- Dr Amadi DICKO, Secrétaire Général Adjoint du **PARENA** ;
- M. Bagui DIARRA, 2ème Vice-Président du **RPDM** ;
- le Professeur Mamadou SAMAKE, **enseignant-chercheur, Université de Bamako**

- Dramane Aliou KONE, **Journaliste**, Directeur fondateur du quotidien « L'Indicateur du Renouveau ».

A. Question sur la jeunesse d'Emmanuel Macron

1. L'arrivée au pouvoir en France d'Emmanuel Macron à 39 ans, le plus jeune président de la Vème République peut-elle constituer une source d'inspiration pour la jeunesse africaine ? Quelles sont les valeurs qu'ils incarnent et qui peuvent inspirer la jeunesse malienne ?

- ADP MALIBA

Il était le premier à prendre la parole. Pour lui, la jeunesse d'Emmanuel Macron, le nouveau président élu de la France peut bien sûr inspirer la jeunesse malienne. Mais le seul problème est que cette jeunesse malienne se cherche ; elle est plongée dans les problèmes de pauvreté et de chômage. En plus, cette jeunesse malienne ne bénéficie d'aucune faveur des politiciens actuels, qui refusent de lui faire de la place. Il appartient à cette jeunesse de se battre si elle veut entrer en politique.

2. Quelles sont les valeurs qu'incarne Emmanuel Macron, et qui lui ont permis de réaliser la prouesse d'arriver au pouvoir en France à 39 ans ?

- RDPM

Pour lui, le nouveau président français incarne principalement deux valeurs : la volonté et le courage. La volonté de devenir président de la République, et le courage de se battre pour réaliser cette volonté. Ces mêmes valeurs animent les jeunes au Mali, mais ces derniers évoluent dans un contexte différent et difficile. Ils veulent se faire leurs places, devenir de vrais acteurs du développement. Pour cela, il faut que

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

les jeunes aient confiance en eux et travaillent.

3. Est-ce que le PARENA prépare la jeunesse du parti à prendre la relève et à faire comme Emmanuel Macron?

Le représentant du parti a déclaré qu'en leur sein un travail de formation et d'éducation est fait afin de préparer les jeunes à prendre le contrôle du parti et à entrer dans la vie politique. Mais il pense que déjà au Mali, beaucoup de jeunes sont en politique, et que d'ailleurs la classe politique s'est beaucoup rajeunie. Il a conclu en disant qu'au PARENA, les jeunes sont au centre des préoccupations du parti.

4. Sur la jeunesse d'Emmanuel Macron qui est devenu Président de la République à 39 ans

- URD

Pour le représentant de l'URD, le principal parti de l'opposition, la jeunesse de Macron peut bien inspirer celle du Mali ; mais le seul problème est que la jeunesse d'ici est prompte à aller à la soupe. Dès qu'IBK a accédé au pouvoir en 2013, la plupart des partis politiques ont rejoint la majorité présidentielle. Beaucoup de ces partis politiques sont animés par des jeunes. Ensuite il pense qu'Emmanuel Macron n'est pas parvenu tout seul là où il se trouve aujourd'hui. Il été bien coaché, et on peut identifier derrière lui des gens comme Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand. Ce qui n'est malheureusement pas le cas de la jeunesse malienne.

B. Question sur les difficultés des partis politiques en France et dans le monde

1. Emmanuel Macron a été élu à la tête de la France sans appareil politique. C'est le premier chef d'Etat français qui n'est pas issu des deux obédiences classiques : la Droite et

la Gauche. Est-ce que nous assistons au déclin des partis politiques en France ?

- Prof. Samaké

Sur cette question le professeur Mamadou Samaké a répondu qu'il était trop tôt de conclure que les partis politiques sont au déclin. Ce n'est pas parce que Macron n'appartient pas à un parti qu'il faudra conclure que les partis politiques sont en situation de délitement. Certes, a-t-il reconnu que les populations sont fatiguées des partis politiques, mais les partis ne sont pas morts. Pour lui, il faudra attendre les élections législatives de juin pour être situé sur la situation des partis politiques en France.

2. Au Mali, il existe 187 partis politiques selon les derniers chiffres fournis par le Ministère de l'Administration territoriale, mais la grande majorité ne siège pas au parlement. On sent une désaffection des populations vis-à-vis des partis politiques. Quelle sont les raisons, et qu'est-ce qu'il faut faire ?

- Journaliste

Répondant à la question, le journaliste a dit qu'il était nécessaire de revoir le format des partis politiques. Il y a des changements profonds à faire en ce qui concerne les partis politiques au Mali. Les populations maliennes sont fatiguées des partis politiques.

C. Question sur la politique africaine d'Emmanuel Macron

1. Emmanuel Macron n'est ni de Gauche ni de Droite. Quelle va être l'orientation de sa politique africaine? Va-t-il poursuivre la politique de François Hollande ? On sait que l'ex-président avait pris des distances par rapport à la politique de Nicolas Sarkozy, mais n'a pas réussi à se départir complètement des réseaux de la

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

FrançAfrique. Emmanuel Macron va-t-il pouvoir rompre avec la FrançAfrique ?

- Prof. Samaké

C'est trop tôt de dire si Emmanuel Macron va rompre avec la *FrançAfrique* ou pas. A son avis, il ne changera pas fondamentalement les choses. Il appartiendra aux Africains de se lever pour changer leurs pays. Quant à la France, elle continuera à être fidèle à ce que le Général De Gaulle disait : « La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts. » S'il doit y avoir une rupture avec la *FrançAfrique* cela dépendra des Africains.

- RPDM

Emmanuel Macron va diminuer, sans doute, les influences de la *FrançAfrique*, vu qu'il n'est pas impliqué dans les appareils politiques, et aussi parce qu'il est issu d'une autre génération. Mais il est du devoir des Africains eux-mêmes de travailler pour mettre fin à l'influence des réseaux français en Afrique.

- ADP MALIBA

Il est trop tôt de savoir si Emmanuel Macron est capable de mettre fin aux réseaux de la *FrançAfrique*. Il va forcément changer des choses, du fait qu'il est issu d'une autre génération, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il est conseillé par des hommes de François Hollande. Pour que la politique africaine de la France évolue dans le bon sens, ce sont les Africains eux-mêmes qui prendront leur responsabilité.

- Journaliste

La *FrançAfrique* n'est pas quelque chose de palpable. Ce sont les Africains eux-mêmes qui cherchent à entretenir des relations intéressées avec la France. Les Hommes politiques, c'est surtout eux qui alimen-

tent les réseaux de ce que vous appelez la *FrançAfrique*. Il faut que les Africains prennent leur responsabilité par rapport à cette *FrançAfrique*, sinon la France, elle va continuer à défendre et préserver ses intérêts en Afrique.

2. M. le représentant de l'URD. Votre président s'est exprimé sur les ondes de RFI au lendemain de l'élection de Macron. Il a souhaité que le nouveau président français affiche une neutralité vis-à-vis du scrutin présidentiel de 2018, ce qui n'a pas été le cas de l'élection de 2013 au Mali, où l'ex-président François Hollande a fait jouer ses amitiés pour IBK. Qu'est-ce que l'URD attend d'Emmanuel Macron ?

- URD

La *FrançAfrique* existe, c'est une réalité. C'est elle qui a assassiné Thomas Sankara. On ne peut pas dire qu'elle n'existe pas. On a remarqué l'influence de la France dans le scrutin présidentiel de 2013 au Mali. Comme l'a affirmé le président Soumaïla Cissé, les amitiés entre François Hollande et Ibrahim Boubakar Keïta ont joué en faveur de l'actuel président de la République. Ce qui lui a permis d'accéder au pouvoir. Nous voudrions que le nouveau chef d'Etat français garde une neutralité vis-à-vis du prochain scrutin présidentiel. Si la France doit jouer un rôle, que ce soit pour garantir la transparence des prochaines élections au Mali.

D. Questions sur la sécurité et le terrorisme

1. Hier, Emmanuel Macron était en visite à Gao. C'est la toute première sortie du nouveau président français hors d'Europe, et c'est un honneur pour le Mali, même si cela répondait à une promesse de campagne. M. le journaliste, vous qui avez vos oreilles et vos yeux partout, quelle était l'ambiance hier à Gao ?

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

▪ Journaliste

Gao n'est pas content de ce qui s'est passé hier avec la visite d'Emmanuel Macron. Toute la ville était indifférente à l'événement. Le nouveau président français n'est pas venu au Mali ; il est venu visiter les troupes françaises stationnées dans le pays, dans le cadre de l'opération Barkhane. Hier, Macron n'a pas eu d'autres activités que de rester avec les troupes françaises. Si le nouveau président français voulait venir au Mali, dites-moi pourquoi il n'est pas venu à Bamako, la capitale du pouvoir ? D'ailleurs Macron n'est pas non plus content du Mali, il souhaite que les troupes françaises se retirent au plus vite. En tout cas il souhaite que ce soit fait avant la fin de son mandat en 2022.

2. L'Afrique est minée par le terrorisme, et c'est surtout dans la bande sahélienne que ce terrorisme sévit. Est-ce que Macron va aller plus loin que Hollande dans la lutte contre le terrorisme ?

▪ Prof Samaké

Emmanuel Macron a promis de renforcer le dispositif sécuritaire et de lutte contre le terrorisme. Il a fait un clin d'œil à l'Allemagne et souhaite son soutien matériel dans le renforcement du dispositif. Il a dit qu'il voudrait renforcer le mandat de la MINUSMA, et faire en sorte que cette institution soit consolidée aussi bien sur le plan normatif que matériel. Macron veut donner plus de moyens à Barkhane et à tout le dispositif sécuritaire. Et pour cela, la France seule n'y arrivera pas, elle doit solliciter le concours des autres pays. Il a dit aussi qu'il insistera sur le respect de l'accord pour la paix d'Alger, signé entre le gouvernement malien et les groupes armés.

3. Hier à Gao, Macron a déclaré qu'il voudrait donner un coup

d'accélérateur à la lutte contre le terrorisme :

- *une mobilisation plus forte des forces françaises Barkhane sur le terrain ;*
- *une application plus tangible de l'accord pour la paix d'Alger ;*
- *le renforcement du G5 sahel et la mise en œuvre d'un plan visant à sécuriser les frontières maliennes, burkinabés et nigériens.*

M. le représentant du PARENA, en ce qui concerne le respect de l'accord pour la paix d'Alger, votre parti a proposé qu'il faille discuter avec les Djihadistes, est-ce que vous maintenez cette proposition ?

▪ PARENA

Est-ce que les Djihadistes ne sont pas des Maliens ? Si oui, il faut discuter avec eux. Nous avons proposé cela bien longtemps avant que la Conférence d'Entente Nationale ne nous emboîte le pas. Pour nous, si on veut faire la paix, on doit discuter avec tout le monde. Notre parti maintient sa proposition.

E. Question sur la politique d'immigration de la France

1. Le Sahel n'est pas une zone au sein de laquelle sévit uniquement le terrorisme, c'est aussi la route de l'immigration clandestine, de la drogue et du crime organisé. Macron a déclaré qu'il va lutter contre les passeurs et les réseaux criminels. Il veut aider les pays d'origine des migrants à offrir un avenir à leur jeunesse. Comment va-t-il procéder ? Quelle est la politique de l'ADP MALIBA ?

▪ ADP MALIBA

Cette question va être difficile à résoudre pour le nouveau président français. Nous à ADP MALIBA nous

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

pensons que c'est l'Etat malien qui doit plutôt offrir un avenir à ses jeunes et les empêcher de partir pour aller mourir dans la méditerranée. Pour cela il faut assainir la gestion publique. Cela passe par la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption. Par ailleurs, le gouvernement doit engager une politique de relance du secteur privé, afin de créer des emplois pour les jeunes.

2. La France ne peut pas ne pas avoir une politique de l'immigration. 10% de la population française est d'origine africaine, sans compter les sans-papiers. Quelle va être la politique de l'immigration d'Emmanuel Macron ?

- PARENA

L'immigration clandestine ne peut trouver des solutions que si l'Etat offre une perspective aux jeunes. Or, il y a beaucoup de travail dans l'agriculture et l'élevage. Il suffit que notre gouvernement relance les secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui, jusqu'alors sont laissés à l'abandon, alors que le Mali est un pays agricole. En seconde position, il faut que le gouvernement combatte la corruption qui sévit au sein de l'Etat. Ce fléau, notre parti le dénonce chaque fois qu'il en a l'occasion. La corruption fait perdre au Mali les moyens qu'il doit utiliser pour développer le pays et freiner l'immigration clandestine.

- URD

Il pense que la question de l'immigration clandestine doit être réglée à la base, c'est-à-dire au Mali ou en Afrique, et non pas en France. L'Afrique est un continent d'avenir ; tout est à refaire, tout est à reconstruire. L'avenir du monde est en Afrique. Alors si on leur offre un avenir, les jeunes préféreront rentrer en Afrique ou y rester que de mourir là-bas.

- RDPM

Il pense que l'Etat a les moyens de lutter contre l'immigration clandestine. Pour y arriver il faut instaurer la bonne gouvernance et lutter contre la corruption qui fait perdre à l'Etat beaucoup de moyens. Pour lui, ces moyens qui se volatilisent à travers la corruption et le gaspillage pourraient servir à créer des projets susceptibles d'occuper les jeunes et de les empêcher de partir à l'aventure. Il a dit que leur parti a un projet de société et des ambitions pour le Mali. Selon lui, le président du RPDM a réalisé beaucoup de choses pour le Mali pendant le laps de temps qu'il a dirigé le gouvernement pendant la transition.

F. Question sur les liens économiques entre la France et l'Afrique

1. Emmanuel Macron a dit qu'il allait travailler pour le développement de l'Afrique : « je souhaite relancer l'aide bilatérale, je veux porter l'aide publique au développement à 0,7% du PIB, je veux mobiliser des financements pour les PME africaines... » Pensez-vous qu'avec ce nouveau président les liens économiques entre la France et l'Afrique vont changer ?

- Prof Samaké

Il s'est félicité que Macron veuille instaurer un nouveau partenariat économique entre la France et l'Afrique. Il veut s'appuyer sur les PME françaises en Afrique. Les Africains doivent comprendre que la France défend ses intérêts, même s'il est vrai que les PME françaises vont créer des emplois en Afrique. Il pense que le destin de l'Afrique se trouve entre les mains des Africains eux-mêmes. Il a donné une citation du Chancelier Konrad Adenauer qui disait : « Le sens de l'Etat doit être d'éveiller les forces créatrices d'un

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

peuple, de les rassembler, de les maintenir et de les protéger » pour conclure que quels que soient les changements qui seraient faits par Macron, il faut que les Africains eux-mêmes prennent leur responsabilité, s'ils souhaitent voir leur continent se transformer.

- Journaliste

Il pense que les Etats africains sont défaillants à tous les niveaux ; c'est ce qui explique l'immigration clandestine. Pour lui, il faut que les Etats africains sachent et définissent le type de rapport qu'ils veulent entretenir avec la France.

- URD

Quelle politique économique pour Macron, il suggère qu'on attende de voir. Qu'on ne soit pas trop pressé. Il pense que Macron est le sosie du président de son parti. Le premier est issu du milieu bancaire et le second a été président de la commission de l'UEMOA. Pour lui, les deux personnalités sont de l'obédience libérale. Il voit dans le programme économique de Macron les propositions de Soumaïla Cissé qui repose sur cinq (5) piliers, avec en priorité la promotion des NTIC, la libéralisation de l'entreprise, la promotion du secteur privé, de l'éducation, et de l'économie. Il pense que Macron va changer les choses mais il faut que les dirigeants se réveillent et choisissent la bonne gouvernance.

2. Qu'est-ce que le PARENA attend d'Emmanuel Macron ?

- PARENA

Le parti souhaite que le nouveau président français ne soit pas paternaliste. Qu'il dise la vérité et lie l'aide publique au développement à la bonne gouvernance.

3. Qu'est-ce que l'ADP MALIBA attend d'Emmanuel Macron ?

- ADP MALIBA

Il est d'accord avec les propos du représentant du PARENA, mais il pense qu'au Mali l'Etat a démissionné, et que l'Etat doit revenir dans son rôle, qui consiste à être le moteur du développement. Si l'Etat malien n'applique pas une bonne politique, le changement qui est intervenu en France ne profitera pas au Mali.

4. Le RPDM sur la même question

- RPDM

D'abord il a tenu à répondre au représentant de l'URD, qui lui posait la question de savoir si le parti était de la majorité présidentielle. Le RPDM avait soutenu en 2013 le candidat IBK, parce qu'il pensait qu'il était l'alternative. Mais le parti n'a jamais été dans la majorité. Pas plus qu'il n'a jamais participé au gouvernement depuis cette époque.

Il a dit être d'accord avec Emmanuel Macron, mais avant, il est important qu'on assainisse l'Etat malien. Il a aussi fait référence à la citation du chancelier Konrad Adenauer qui est inscrite sur le calicot accroché au mur de la salle où se tient la discussion, pour dire que c'est vraiment ce que les dirigeants doivent faire au Mali

II. Synthèse des contributions de l'Auditoire à la discussion des panélistes

Après la discussion entre les panélistes, la parole a été donnée à la salle pour apporter sa contribution afin d'enrichir les débats.

Concernant la question de la jeunesse malienne qui pourrait trouver son inspiration dans les valeurs incarnées par Emmanuel Macron, les opinions ont été unanimes à reconnaître que le nouveau président Français peut inspirer, par sa volonté, son courage et sa méthode. Ce-

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

pendant, pour les participants, le contexte malien est différent de celui de la France. Au Mali, le constat est établi que les vieux ne veulent pas partir ; pour la plupart, ils sont en politique depuis l'époque d'Alpha Oumar Konaré. Ils ont une conception gérontocratique du pouvoir. Aucune condition n'est faite aux jeunes maliens qui souffrent du manque d'emplois et de la pauvreté. Le système éducatif est malade, la formation est mauvaise, toute chose qui ne permette pas l'émergence des jeunes au Mali

Sur la question de l'immigration clandestine, les participants ont fait le constat que c'est l'échec des politiques publiques des gouvernements successifs qui ont conduit à cette situation. La corruption et la mal gouvernance en sont la cause. Les jeunes se lancent sur les routes de l'immigration pour gagner l'Europe, et périssent dans la méditerranée, parce qu'ils n'ont pas d'avenir chez eux. La solution réside dans la création d'emplois et de perspectives pour les jeunes.

Les participants ont exprimé leur colère contre les acteurs politiques maliens qui seraient très riches, qui ne déclarent jamais leurs biens quand ils sont nommés ou élus à des postes, pendant que les populations, en l'occurrence, les jeunes croupissent dans la pauvreté. Où est-ce que les partis politiques trouvent-ils les moyens, se sont-ils interrogés ?

Pour les participants, Emmanuel Macron est très convaincant, il est un silure, quand on veut le prendre, il glisse. Le nouveau président français a été comparé à Barack Obama, l'ancien président des Etats-Unis. Il peut bien inspirer la jeunesse du Mali, à condition que les jeunes aient confiance en eux et portent des idées novatrices.

Après les contributions des participants, la parole a été redonnée aux panélistes pour leurs mots de conclusion.

- ADP MALIBA

Son représentant a remercié la Fondation Konrad Adenauer pour l'opportunité qui leur a été offerte pour échanger entre acteurs politiques et a souhaité que ces espaces de débat soient créés dans les quartiers afin de permettre aux populations de discuter. Il pense que les partis ne sont pas assez crédibles pour le faire, et que la fondation pourrait bien faire ce travail.

- Journaliste

Il pense qu'il y a confusion de l'Etat et des comptes publics. C'est-à-dire que ceux qui gèrent l'Etat ne se soucient pas de rendre compte aux populations ; ils pensent que les comptes publics leur appartiennent et qu'ils peuvent en disposer comme ils veulent. Il faut que les comportements changent, et que ceux qui dirigent l'Etat sachent que les comptes publics ne sont pas leur propriété.

Il a souhaité à son tour que les débats de ce genre se fassent sur les radios, entre les acteurs politiques et aussi entre les journalistes. Il a exhorté la fondation à œuvrer dans ce sens.

- URD

Son représentant pense qu'il n'est pas riche. Il a occupé des fonctions, mais aucun bien de l'Etat ne se trouve avec lui. Il voulait répondre au coup de gueule d'un participant qui a accusé les acteurs politiques de s'enrichir au détriment de l'Etat.

Il pense que les jeunes doivent prendre la place ; on ne leur fera jamais la place. Qu'est-ce qu'ils attendent ces jeunes pour bousculer

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

les choses ? Ceux qui sont là ne leur feront pas de cadeau.

Il a dit son optimisme par rapport au Mali, et sa croyance que les choses vont changer. Il a proposé qu'on explore à fond les nouvelles technologies de la communication. Pour lui, c'est une opportunité pour aller vers le développer. Enfin, il a proposé que le débat fasse l'objet d'un relais médiatique.

- PARENA

Il pense que dans la politique de Macron, il n'y pas grand-chose qui changerait. Si les choses doivent changer se serait de la responsabilité des Maliens eux-mêmes.

Il a proposé lui aussi que la Fondation Konrad Adenauer multiplie ces débats qui ne sont pas fréquents au Mali.

- RPDM

Il pense que pour que les choses marchent il faut libérer les énergies, et c'est l'Etat qui doit créer les conditions à cet effet. Contrairement à ce qu'on raconte, le Mali a les moyens pour faire face à ses problèmes.

Pour lui, les débats que la Fondation Konrad Adenauer doit soutenir devront contribuer à faire connaître les projets de société des partis politiques aux populations. Il pense qu'au Mali, il n'y a pas plus de trois projets de société. Son parti le RPDM en a un.

III. Conclusion

La discussion de panel entre les acteurs politiques et ceux de la société civile est une première expérience faite par la Fondation Konrad Adenauer. Les participants ont exprimé leur satisfaction face à la richesse des échanges qui ont duré plus de quatre (4) heures.

Les échanges n'ont pas été contradictoires, ils se sont complétés. Ils ont surtout permis d'établir des constats sur ce que vont être les relations entre la France et l'Afrique en général, et entre la France et le Mali en particulier, après l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron.

La discussion entre panélistes et les contributions des participants ont établi qu'Emmanuel Macron va impulser des changements à tous les niveaux : politique, sécuritaire, terrorisme, immigration et économie. Cependant, si les africains eux-mêmes, et les maliens en particulier, ne prennent pas leur responsabilité pour faire des réaménagements dans leur gouvernance rien ne changera. C'est pourquoi tous les panélistes ont insisté sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, et la définition de politiques publiques en faveur de la promotion du secteur privé, de l'agriculture et de l'élevage, et de la création d'emplois pour les jeunes.

Ils ont tous affirmé qu'Emmanuel Macron peut bien inspirer la jeunesse malienne, à condition que cette dernière prenne son destin en main et sache ce qu'elle veut.

La discussion s'est achevée sur une note d'espoir des participants de se retrouver très prochainement dans un autre espace d'échanges. Des recommandations ont été adressées à l'endroit des autorités politiques maliennes et françaises.

IV. Recommandations

En direction du gouvernement Malien

- Instaurer la bonne gouvernance;
- instaurer une politique de développement économique;
- moraliser la vie politique;

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

MALI

CHRISTINA WAGNER

Mai 2017

www.kas.de/mali

- assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire;
- encourager le secteur primaire et amorcer l'industrialisation;
- ouvrir l'espace public pour des débats politiques.

En direction du gouvernement français

- Instaurer la collaboration avec les OSC en Afrique;
- ne pas accorder l'aide publique au développement aux régimes politiques corrompus;
- ne pas accorder des remises de dettes aux Etats qui ne pratiquent pas la bonne gouvernance;
- ne pas soutenir les élections frauduleuses;
- accentuer la lutte contre le terrorisme.